

Article 7 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 30 octobre 2006

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le ministre d'Etat, ministre  
des hydrocarbures,

Jean Baptiste TATI-LOUTARD

Le ministre de l'économie, des  
finances et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA

## ANNEXE II

### PROGRAMME MINIMUM DE TRAVAUX

Avant l'exécution du programme minimum de travaux, le titulaire du permis à l'obligation de mener une étude d'impact des opérations pétrolières sur l'environnement.

Période I : Quatre (4) ans

Le programme minimum de travaux et l'obligation de dépenses correspondantes au titre de la durée initiale du "Permis Marine XII" sont les suivants :

- acquisition de 650 km<sup>2</sup> de sismique 3D
- Forage de deux (2) puits fermes.

Période II : Trois (3) ans

Le programme minimum de travaux et l'obligation des dépenses correspondantes au titre du premier renouvellement du "Permis Marine XII" sont les suivants :

- acquisition de 250 km<sup>2</sup> de sismique 3D
- Forage d'un (1) puits ferme ;

Période III : Trois (3) ans

Le programme minimum de travaux et l'obligation des dépenses correspondantes au titre du deuxième renouvellement du "Permis Marine XII" sont les suivants :

- Forage d'un (1) puits optionnel.

## ANNEXE II - RENDUS

A la fin de la durée initiale du "Permis Marine XII" le titulaire de ce permis rendra 25% de la superficie initiale de la zone de permis après exclusion de toute zone couverte par un permis d'exploitation ou pour laquelle une demande de permis d'exploitation aura été déposée.

A la fin du premier renouvellement du "Permis Marine XII", le titulaire de ce permis devra renoncer à la moitié de la zone de permis restant après exclusion de toute zone couverte par un permis d'exploitation ou pour laquelle une demande de permis d'exploitation aura été déposée.

A la fin du deuxième renouvellement du "Permis Marine XII" le titulaire de ce permis renoncera à l'intégralité de la zone de permis restant, à l'exception de toute zone couverte par un permis d'exploitation, ou pour laquelle une demande de permis d'exploitation a été déposée.

## MINISTRE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DE L'ENVIRONNEMENT

**Décret n° 2006-634 du 26 octobre 2006 portant ratification du traité relatif à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale et instituant la commission des forêts d'Afrique Centrale.**

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 35 - 2006 du 26 octobre 2006 autorisant la ratification du traité relatif à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale et instituant la commission des forêts d'Afrique centrale ;

Vu le décret n° 2005-02 du 7 janvier 2005 tel que rectifié par le décret n° 2005-83 du 2 février 2005 portant nomination des membres du Gouvernement.

DECRÈTE :

Article premier : Est ratifié le traité relatif à la conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale et instituant la commission des forêts d'Afrique centrale signé le 5 février 2005 dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 26 octobre 2006

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le ministre de l'économie forestière  
et de l'environnement,

Henri DJOMBO

Le ministre d'Etat, ministre des affaires  
étrangères et de la francophonie,

Rodolphe ADADA

## TRAITE RELATIF A LA CONSERVATION ET A LA GESTION DURABLE DES ECOSYSTEMES FORESTIERS D'AFRIQUE CENTRALE ET INSTITUANT LA COMMISSION DES FORETS D'AFRIQUE CENTRALE (COMIFAC)

La décennie écoulée a connu de profonds bouleversements au niveau des politiques et cadres institutionnels internationaux, régionaux et nationaux relatifs à la problématique environnementale. C'est ainsi, qu'au terme du Sommet Mondial sur l'Environnement et le Développement de Rio en juin 1992, de nombreuses conventions internationales sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité vont voir le jour. Aussi, un débat international sur les forêts s'instaure, ce qui permet aux différentes régions du monde de prendre conscience des enjeux et surtout des menaces qui pèsent sur les écosystèmes forestiers tropicaux.

C'est donc conscients de leur responsabilité majeure vis-à-vis de l'humanité que les Chefs d'Etat d'Afrique centrale vont se mobiliser le 17 mars 1999 à Yaoundé (Cameroun) lors du premier Sommet sur la conservation et la gestion durable des forêts tropicales. Au terme, dudit Sommet, les Chefs d'Etat ont signé une déclaration dite « Déclaration de Yaoundé » qui proclame solennellement leur attachement au principe de conservation de la biodiversité et de la gestion durable des écosystèmes forestiers, ainsi que le droit des peuples à compter sur les ressources forestières pour soutenir leurs efforts de développement économique et social.

Pour concrétiser les engagements souscrits dans la « Déclaration de Yaoundé Conférence des Ministres en charge